

AI Index: PRE 01/404/2009
20 November 2009

Chine. Des militants sont menacés au lendemain de la visite de Barack Obama

Les autorités chinoises doivent mettre fin au harcèlement et à la détention arbitraire dont sont victimes des dizaines d'avocats et de militants des droits humains, pris pour cibles durant la visite du président américain Barack Obama en Chine en début de semaine, a déclaré Amnesty International ce vendredi 20 novembre 2009.

Les forces de sécurité ont placé sous surveillance ou assigné à domicile des dizaines d'avocats et de militants durant le séjour du président américain, les empêchant d'avoir un quelconque contact avec les journalistes étrangers venus faire des reportages.

« Cela montre de manière très inquiétante que le gouvernement chinois intensifie désormais ses mesures répressives durant les événements publics sensibles, a indiqué Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Il fait ainsi clairement savoir à la société civile chinoise, autant qu'aux États-Unis, qu'il ne s'acquittera pas de ses obligations internationales, même lorsqu'il sait que le monde entier le regarde. »

Dans la matinée du 19 novembre, Jiang Tianyong, avocat, a été retenu par la police à l'entrée de son domicile, dans le quartier de Haidian, à Pékin, alors qu'il s'apprêtait à accompagner sa fille à l'école. Il venait de rentrer des États-Unis deux jours plus tôt.

Jiang Tianyong a été maintenu en détention treize heures durant et interrogé par les policiers du poste du district de Yangfangdian, près de chez lui, à Pékin.

Les policiers ne lui ont présenté aucun document autorisant sa détention. Lorsqu'il a contesté la légalité de celle-ci, on lui a répondu qu'il était arrêté pour avoir « *attaqué la police* ».

En outre, les policiers ont questionné sa fille de sept ans, à l'école, alors que son père se trouvait au poste. Jiang Tianyong a été relâché le 19 novembre, mais les policiers l'ont averti que la question n'était pas réglée. Dans la matinée du 20 novembre, au moins six policiers ont été postés à l'entrée de son domicile. Ils l'ont tout d'abord empêché de sortir, et ont fini par céder après discussion.

« Les mesures d'intimidation et de harcèlement visant les avocats et les militants témoignent du mépris flagrant dont le gouvernement chinois fait preuve envers les droits humains, la loi et les professionnels du droit, a ajouté Sam Zarifi. Ces agissements ne correspondent pas à ceux d'un gouvernement engagé en faveur de l'état de droit. »

D'autres avocats spécialisés dans la défense des droits humains, dont Li Xiongbing, Li Heping et Mo Shaoping, ont eux aussi été victimes de harcèlement : trois ou quatre policiers ont été postés devant chez eux. Quelques policiers s'y trouvent toujours en faction.

Avant la visite du président Barack Obama en Chine, nombre de militants et de protestataires se sont plaints de mesures d'intimidation après que des policiers ont été placés en faction devant chez eux, à Shanghai, Pékin et dans d'autres villes du pays.

Pendant son séjour, certains ont été escortés en dehors de Pékin ou maintenus en détention dans des lieux non officiels, connus sous le nom de « prisons noires ».

En Chine, les militants et les avocats spécialisés dans la défense des droits humains sont en butte à des violations de leurs propres droits, notamment des actes de torture et autres mauvais traitements, des mesures d'intimidation et de détention arbitraire, en raison de leurs activités pacifiques en faveur des droits fondamentaux.